Discours de l'élite et racisme

Elite discourse and racism

Teun Adrianus van Dijk

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/3125>

DOI : 10.4000/praxematique.3125

ISSN : 2111-5044

Éditeur

Presses universitaires de la Méditerranée

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1991

Pagination : 49-71

ISSN : 0765-4944

Référence électronique

Teun Adrianus van Dijk, « Discours de l'élite et racisme », *Cahiers de praxématique* [En ligne], 17 | 1991, mis en ligne le 01 janvier 2015, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/3125> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/praxematique.3125>

DISCOURS DE L'ELITE ET RACISME^(a)

1. Introduction et données du problème

Dans cet article, nous analysons quelques-unes des relations entre discours, pouvoir et racisme. Le racisme, et plus généralement les discriminations fondées sur l'ethnicité, sont partiellement reproduits à travers différentes formes de discours comme les conversations quotidiennes, le discours familial, les manuels, les discours officiels des autorités, et différents types de discours des médias comme les informations, les films, les émissions de télévision et la publicité. C'est dans le discours que les préjugés ethniques sont stratégiquement, — c'est-à-dire souvent implicitement et indirectement — formulés et communiqués d'une façon persuasive parmi les membres du groupe dominant majoritaire. En même temps, le discours exprime et communique les justifications partagées de la discrimination à l'encontre des groupes minoritaires.

Les membres du groupe majoritaire ne partagent pas tous également dans le discours la reproduction du racisme. La plupart des gens participent activement seulement à quelques formes de discours quotidien, tels les échanges informels avec les membres de la famille, les voisins, les connaissances, les commerçants et les collègues de travail. Dans une certaine mesure, ils sont parfois impliqués dans des dialogues institutionnels ; par exemple les interactions avec les fonctionnaires ou la police. Pour la plupart des autres types de discours, par exemple ceux des médias ou de l'éducation, ils sont seulement destinataires, même si le procès de réception peut être actif et (re)constructif. Ceci signifie que la

^(a) Note du rédacteur : l'auteur nous a aimablement autorisé à traduire et à publier — partiellement — son article : « Elite discourse and racism », *Approaches to discourse, poetics and psychiatry*, J. Benjamins Publishing Co., Amsterdam, Philadelphia, 81-122, 1987.

reproduction quotidienne des attitudes ethniques, pour la majorité des gens, est limitée aux rencontres interpersonnelles, de face-à-face. Bien que ce soit là une dimension fondamentale de la diffusion du racisme et des préjugés ethniques dans la société, cela ne rend pas compte pleinement de la communication effective de ces représentations à l'intérieur du groupe dominant dans son ensemble. Nous avançons que les préjugés ethniques trouvent principalement leur préformulation dans les types de discours dominant(s) de l' « élite » (blanche) c'est-à-dire (des représentants) des autorités nationales et locales, la justice, la police, les établissements sociaux, l'éducation, la recherche universitaire, et que ces discours sont largement reformulés par les mass media.

Notre étude se centre sur la reproduction du racisme de et par ces élites politiques, sociales et culturelles et tout spécialement sur les formes de discours qui caractérisent cette « classe » dominante à l'intérieur du groupe blanc dominant. Notre thèse principale peut se formuler en termes très simples : dans nos sociétés racistes, c'est l'élite qui donne le (mauvais) exemple. Et la raison déterminante de ce fait est aussi très simple : la reproduction du racisme, et donc le maintien du statut ethnique, correspond principalement à son intérêt. Les élites exercent leur pouvoir sur — ou ont un accès privilégié à — les canaux de la communication institutionnelle, principalement les mass media, et sont ainsi à même de formuler et de faire circuler de manière persuasive leurs propres attitudes et objectifs aux autres membres de leur groupe. Elles définissent « une situation ethnique », et par l'entremise des media, proposent l'ordre du jour du discours et la formation de l'opinion publique.

Le cadre théorique et les données empiriques ici citées procèdent d'un projet interdisciplinaire d'une année, réalisé à l'université d'Amsterdam, sur la reproduction du racisme dans le discours. Dans ce cadre, nous avons précédemment analysé la représentation des groupes ethniques minoritaires aux Pays-Bas dans les manuels et dans la presse (van Dijk 1973). Un autre projet s'est centré sur l'expression des préjugés ethniques dans la conversation quotidienne (van Dijk 1984, 1987a). Plus de 150 interviews, longues et non directives, ont été réalisées dans différents quartiers

d'Amsterdam. L'analyse systématique de discours révèle la façon dont les blancs parlent des « étrangers », puisque tel est le terme par lequel sont communément désignés les groupes minoritaires, du moins du Surinam, et les travailleurs immigrés du bassin méditerranéen (spécialement de Turquie et du Maroc). L'analyse des sujets de conversation, des récits, de l'argumentation, des différents mouvements stratégiques du discours quotidien montre ce que les gens disent et pensent, également comment ils arrivent à susciter des prises de position en opérant une présentation positive d'eux-mêmes, négative de l'autre. En même temps, de telles interviews indiquent quelles sources d'information les gens utilisent dans la (trans)formation de leurs opinions raciales/ethniques, avec qui ils parlent des étrangers. De la sorte, nous pouvons pénétrer la façon dont le racisme se communique dans les interactions interpersonnelles non-formelles au micro-échelon de la structure sociale. Le présent travail se donne pour tâche d'étendre cette analyse aux principales sources de ces opinions et thèmes ethniques dominants endogroupaux.

Pour illustrer le rôle de l'élite et des médias dans la (re)production du racisme dans la société, nous accordons une attention toute spéciale à des « cas » concrets : l'immigration d'un groupe de réfugiés tamouls du Sri Lanka, au cours des premiers mois de 1985, qui entraîna une « panique ethnique » largement répandue aux Pays Bas, tout particulièrement auprès des autorités et des médias. Ce cas est particulièrement instructif parce qu'il montre comment les préjugés ethniques peuvent être produits sur un groupe minoritaire potentiel que jusqu'alors la population dans son ensemble ne connaissait pas.

2 . Cadre théorique

Le cadre théorique de notre travail sur la reproduction du racisme est complexe et interdisciplinaire.

1) L'étude des discours — écrits et oraux — s'appuie sur différentes théorisations, notamment la nôtre. Elle inclut l'analyse micro-et macro- sémantiques des significations,

l'analyse pragmatique des actes de langage, les analyses stylistiques et rhétoriques des pratiques langagières ainsi que l'analyse de la narration et de l'argumentation en interaction conversationnelle (van Dijk 1972, 1977, cf. van Dijk 1985 pour une vue d'ensemble introductive).

2) Les attitudes ethniques sont partiellement expliquées dans le cadre des récents développements de l'étude de la cognition sociale et des relations intergroupales (Tajfel 1981, 1982 ; Hamilton 1981 ; Miller 1982 ; Fiske et Taylor 1984). Cette analyse met l'accent sur les structures cognitives et les stratégies qui expliquent les tendances stéréotypées dans le processus de l'information ethnique tels ceux de : la catégorisation sociale, la différenciation, la polarisation, l'attention et le souvenir sélectifs (négativement), la sur-généralisation et autres processus mémoriels qui définissent la « dynamique mentale » des préjugés ethniques et la programmation cognitive de l'interaction discriminatoire parmi les membres du groupe dominant.

3) Cette approche cognitive a également une importante dimension sociale. Il est soutenu que les contenus et les structures des attitudes ethniques sont acquis, (trans)-formés et mis en pratique dans l'interaction sociale (notamment discursive) et se développent comme une fonction des structures et des pratiques sociales d'une société raciste (Tajfel 1981 ; Levin et Levin 1982). Donc, les préjugés ethniques servent essentiellement la construction sociale et la justification des interprétations et des interactions discriminatoires qui protègent les intérêts du groupe blanc dominant (Wellman 1977). Ceci explique par exemple pourquoi les catégories schématiques des attitudes de groupe comme l'origine, l'apparence, les buts socio-économiques, les valeurs culturelles et la personnalité attribuée aux groupes ethniques et à leurs membres jouent un rôle important dans l'organisation des croyances racistes dans la mémoire. De la sorte, les groupes minoritaires sont principalement catégorisés comme différents et déviants et perçus comme « menaçants » pour les intérêts et ressources socio-économiques (travail, logement, santé), pour les valeurs et les coutumes socio-culturelles, et pour le bien-être, la sécurité et l'identité du groupe blanc (van Dijk 1986). En ce sens, la programmation

cognitive des attitudes ethniques est le proche reflet des structures de la perception intergroupale et de l'interaction discriminatoire à l'intérieur d'un contexte social raciste.

4) Pour rendre compte du rôle du discours dans l'expression et la communication de telles attitudes ethniques, une théorie socio-cognitive de la production discursive a été développée. Elle explique comment les modèles et les schémas des préjugés dans la mémoire sont stratégiquement activés et appliqués dans la formulation du discours quotidien et la communication persuasive. Cette théorie prolonge notre travail antérieur sur la psychologie (cognitive) de la compréhension du discours stratégique (van Dijk et Kintsch 1983). Dans ce cadre, nous sommes à même de montrer comment et pourquoi l'analyse de discours nous permet de faire des inférences à partir des structures et stratégies conversationnelles en direction des représentations et des processus mentaux plus profonds. De la même façon, cette approche socio-cognitive du discours et de la communication rend compte de la façon dont l'interaction conversationnelle est programmée et contrôlée, par exemple dans un contexte où il est essentiel pour le locuteur de ne pas perdre la face : comment tenir des propos négatifs sur « eux » sans être perçus comme raciste ?

5) Un cadre est nécessaire pour rendre compte de la dimension persuasive intragroupale, interpersonnelle de la reproduction du racisme à travers le discours (Katz et Lazarsfeld 1986 ; Berger et Bradac 1982 ; Roloff et Berger 1982). Quelles sources sont utilisées pour s'informer sur les « étrangers » ? A qui les gens racontent-ils leurs histoires sur les rencontres ethniques ? Dans quelle mesure leurs stratégies pour formuler des opinions ethniques sont-elles socialement efficaces ? Tout spécialement en ce qui concerne le partage de buts, de valeurs, d'intérêts, d'expériences, de « peurs » perçues, de telles formes de traitement de l'information sociale sont essentielles pour la reproduction de la dominance.

Finalement, la focalisation particulière mise sur le rôle du pouvoir de l'élite et des classes dominantes, et du discours à l'intérieur du groupe blanc nécessite un cadre théorique qui fasse le lien entre les microstructures sociales esquissées ci-dessus et les

macrostructures sociales du pouvoir institutionnel i.e d'Etat, et la structure de classes (Mullard 1985). On ne peut pleinement rendre compte du racisme et de la discrimination ethnique qu'à l'intérieur d'un cadre qui montre comment des facteurs historiques, socio-économiques et culturels plus larges jouent dans les perceptions, les interprétations, les interactions de chaque jour. En particulier une telle explication doit traiter du rôle spécial des élites politiques, sociales et culturelles dans la reformulation et la reproduction des normes et des attitudes socialement partagées (Bourdieu et Passeron 1977). Notre analyse, cependant, en restera au micro-échelon et se centrera sur les manières dont les institutions ou les élites réalisent leur dominance et leur pouvoir dans le discours oral et écrit (cf. aussi Reeves 1983). Les autres formes de pouvoir institutionnel ou de l'élite dans le cadre d'une société raciste n'ont pas fait l'objet d'analyses.

3. Le racisme de l'élite

Avant d'analyser le rôle particulier de l'élite dans la (re)production discursive du racisme, quelques observations générales sont nécessaires sur la notion d'« élite » (cf. Mills 1956 ; Dahl 1961 et Bottomore 1964 pour quelques analyses classiques). On ne saurait, dans le cadre de cet article, rendre compte sérieusement, au plan théorique, de cette notion typiquement macrosociologique ; nous nous limiterons à sa conceptualisation au niveau microsociologique et centrerons notre étude sur le rôle des élites dans le discours social. Intuitivement alors, nous commençons par identifier un groupe de l'élite comme un groupe, quelque'il soit, qui (comme un tout — ou dont chacun des membres pris individuellement) a du « pouvoir » sur d'autres groupes sociaux (cf. Lukes 1974 et Wrong 1979 pour des détails sur la notion de « pouvoir »). De tels groupes de l'élite — et le pouvoir qui les accompagne — se différencient dans les domaines variés de la société ou espaces de pouvoir, tels la politique nationale ou locale, l'économie, l'armée, les affaires sociales ou la culture. Leur pouvoir se définit selon le degré de domination — potentielle ou réelle — qu'ils exercent sur les actions ou leur contexte (conditions de vie,

transports) des (membres des) autres groupes. Cette domination peut prendre plusieurs formes différentes : politique, économique, sociale, prise de décisions, régulation et législation, mais peut être plus symbolique : établissement et maintien des normes, des valeurs, des buts ; acquisition et changement de savoir et d'attitudes sociales. C'est sur cette base que les élites et leurs membres acquièrent leur statut (attribué) : une représentation socialement partagée de leur position haute dans la société. De notre point de vue, la notion de groupe d'élite (ou de pouvoir de l'élite) est définie dans les termes de leurs propres (inter-)actions, c'est-à-dire dans les termes dont leur pouvoir est concrètement planifié, réalisé ou interprété dans les situations quotidiennes (institutionnelles et autres). Une telle analyse peut s'appliquer à des descriptions ethnographiques de débats parlementaires, de réunions ministérielles ou syndicales, de conférences de presse. Elle prend pour objet les acteurs et leur maîtrise de l'interaction dans ces situations. Plus spécifiquement nous disons que l'on peut définir le pouvoir des élites, du moins en partie, en termes de discours (textes, dialogues et autres formes d'interaction discursive) que ces élites — leurs membres — produisent ou dominent. Bien sûr, il existe également des formes d'élitisme « manuel » (cf. parmi certaines professions comme chirurgien ou ingénieur) et la domination peut également s'exercer physiquement (par la police) mais généralement la réalisation de la domination de l'élite s'opère discursivement. La politique à mener et les prises de décision se réalisent à travers des directives ou des ordres, ou dans des discussions de groupe ou des réunions. Le domaine judiciaire (depuis la législation et les lois jusqu'à l'action légale et l'interaction de la salle d'audience) se réalise presque exclusivement discursivement ; il en va de même pour l'enseignement et la recherche. L'instauration de normes, de valeurs, d'attitudes, se fait également au moyen d'exposés politiques, de publications universitaires, d'informations des médias, de livres ou revues. Une analyse des structures, des stratégies, des contenus de ces types de discours, prescriptifs ou persuasifs, dans différents contextes sociaux éclairerait la réalisation du pouvoir de l'élite, et donc, le rôle sociétal des groupes de l'élite.

C'est dans ce cadre que nous analysons le rôle des élites dans la (re-)production du racisme à l'intérieur de la société. Différents groupes de l'élite participent aux prises de décisions politiques concernant les groupes ethniques minoritaires, écrivent des rapports, ou font de la recherche, ont accès aux médias et produisent le savoir et les croyances qui influencent la fonction et le changement d'opinion du grand public. En plus de la domination politique, l'élite exerce donc une domination sociale, morale et culturelle. A la fois institutionnellement et individuellement, ces discours de l'élite fournissent les définitions premières et dominantes de la « situation ethnique ». Evidemment, un tel contrôle n'est pas monolithique ; seul, il ferait figure de conspiration. Tout particulièrement parmi la « nouvelle classe » des intellectuels (Goulcher 1979), il peut y avoir des positions différentes voire conflictuelles. Des définitions différentes, voire concurrentes de la situation ethnique peuvent en résulter. Cependant nous disons que malgré cette diversité, on trouve des valeurs, des normes, des buts, des intérêts communs, des opinions similaires et un consensus fondamental même au-delà des frontières du contrôle effectif.

Malheureusement, ce travail ne se propose pas de démêler le pouvoir et les réseaux de décision des élites impliqués dans le contrôle de ce consensus. Pour les Pays-Bas, nous faisons l'hypothèse que, en ce qui concerne le contrôle politique, social et culturel des « affaires ethniques », les décisions politiques majeures sont plus spécialement prises par le gouvernement central, des « spécialistes » des partis à la fois de la coalition gouvernementale et de l'opposition au parlement, des fonctionnaires de haut rang dans les ministères (affaires sociales, santé, culture, intérieur, éducation), les conseils locaux, les bureaux locaux de la santé, ainsi que par quelques universitaires et institutions de recherche. Aucun membre (ou groupe) de la minorité noire ou des autres minorités n'est représentée à ce niveau de prise de décision. Leur « avis » est incidemment sollicité dans les audiences ou cité en réaction des décisions politiques.

La formation de l'opinion publique, à propos de telles prises de décisions est, cependant, en partie contrôlée par les médias, tout particulièrement la presse, bien que la

plupart des media partagent le consensus dominant sur les élites politiques. Dans la situation néerlandaise, par exemple, cela signifie que seule une minorité dissensuelle parmi les diverses élites est explicitement antiraciste. Le consensus général fluctue entre une « tolérance » modérément libérale et une « tolérance » modérément conservatrice, toutes deux paternalistes. Elles visent à l'intégration partielle (avec des fragments marginaux d'identité propre) des groupes ethniques minoritaires et favorisent les programmes « compensatoires » dans les domaines de l'éducation et de l'insertion sociale (cf. Mullard 1985a, Skutnabb-Kangas et Phillipsen 1985). Les projets de législation, d'application de la loi, d'éducation anti-racistes, pas plus que l'établissement des droits des minorités dans des domaines importants (travail, logement, éducation, santé) ne font pas partie de ce consensus. L'action positive est rejetée dans de nombreux domaines parce qu'elle apparaît comme une discrimination (inverse) injustifiée, ou parce que la majorité des gens est supposée être opposée à une telle action.

Les travaux d'enquête — aussi bien que notre propre recherche — suggèrent que les opinions des élites — au sens de ceux qui ont les meilleurs emplois et le plus haut niveau de formation — tendent à être moins traversées par les préjugés que celles des autres groupes (cf. Lagendijk 1980 ; van Praag 1983 et van Dijk 1987a pour les Pays Bas ; Bagley et Verma 1979 pour la Grande Bretagne et Apostle et al. 1987 pour la Californie). Cependant l'interprétation de tels résultats devrait s'entourer de précautions. D'autres travaux montrent que, dans des situations spécifiques et sous certaines conditions, l'élite exprimera préjugés et discriminations ethniques autant que les autres groupes de la société (cf. Essed 1984 pour les Pays Bas et la Californie, Wellman 1977 pour la Californie ; CCCS 1982, Mullard 1985a,b et Seidel 1986 pour la Grande Bretagne). Ceci signifie que, dans les interviews d'opinion en « contexte libre », l'élite est plus au courant des normes sociales et contrôle mieux la formulation d'opinions et d'attitudes acceptables. Et même si, statistiquement, les membres de l'élite étaient moins nombreux à partager les attitudes ethniques très négatives, ces préjugés sont de plus de conséquence du fait de la position de domination de l'élite. De fait, un ministre raciste, ou un journaliste à forts

préjugés ethniques peut symboliquement avoir la haute main sur des discours qui ont des millions d'auditeurs ou de lecteurs potentiels.

A la fois en théorie et en pratique, il existe une tendance parmi les chercheurs en sciences humaines blancs et parmi les autres groupes de l'élite blancs à attribuer préjugés et discrimination aux membres de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière : la comparaison sociale, la compétition économique, la frustration sociale affecteraient particulièrement les attitudes sociales de ceux qui sont socialement le plus « désavantagés » (Allport 1984 ; van den Berghe 1967 ; Blalock 1967 ; Miles 1982 ; Phizaclea et Miles 1980 ; Banton 1983). Ainsi la compétition que nous remarquons pour des biens en nombre insuffisant — tels le travail et le logement — serait particulièrement significative pour les ouvriers blancs et favoriserait la recherche de boucs émissaires ethniques en période de récession économique, ce conflit notable entre différents groupes ethniques de la classe ouvrière pouvant être même exacerbé par l'élite économique (Cox 1959).

Certains éléments de cette analyse apparaissent valides : pourtant la compétition socioéconomique n'est une condition ni nécessaire ni suffisante pour fonder les préjugés du groupe blanc. Quand il n'y a ni compétition réelle ni récession économique, les préjugés peuvent se développer. Plus important : une telle analyse rendrait difficilement compte des préjugés de l'élite elle-même, qui n'entre pratiquement pas en compétition avec les élites noires. C'est une des raisons pour lesquelles nous interprétons le transfert d'imputation des préjugés ethniques ou raciaux sur la classe ouvrière comme une stratégie explicative des divers groupes de l'élite. Selon les normes prévalentes, les préjugés ethniques et le racisme sont évalués négativement, et il est de l'intérêt tout spécial de l'élite, en tant que gardienne de la moralité sociale comme elle s'auto-définit, d'attribuer de telles attitudes aux « autres » en ayant recours à des versions universitaires ou communes de la théorie du bouc émissaire. De telles stratégies puisent également leur plausibilité dans le fait que le racisme de la classe ouvrière blanche apparaît souvent être (rendu) plus visible : au travers de votes, de discours ouvertement racistes ou de conflits ethniques

dans les quartiers pauvres des villes. Le racisme de l'élite est souvent plus indirect, implicite ou subtil, il est ignoré de la recherche et des médias. Si les membres des groupes minoritaires l'appréhendent comme tel, par exemple dans les pratiques d'embauchage ou de location, ou dans leurs relations avec les fonctionnaires, les enseignants ou la justice, l'élite peut aisément abriter ses pratiques discriminatoires derrière la « routine » institutionnelle ou la nécessité. En d'autres termes, l'élite dispose de nombreux moyens pour transférer, excuser ou dissimuler ses propres préjugés ethniques.

Ces arguments semblent trouver des preuves empiriques dans la vie quotidienne aux Pays Bas. Dans le discours politique et universitaire, et dans d'autres types de discours (re-)formulés au travers des media, les préjugés ethniques et les discriminations sont associés de façon prédominante avec les quartiers pauvres de la ville. Une des raisons est que le pourcentage de votes en faveur du parti raciste (Centrum Partij, CP) tend à être quelque peu plus élevé dans certains de ces quartiers que dans les quartiers de la classe moyenne, ou en dehors des villes, où vivent peu « d'étrangers ».

Cette opinion populaire sur la géographie du racisme s'appuie sur de savoureuses histoires (rapportées par les média) de gens (blancs) de ces quartiers qui racontent leurs expériences des contacts ethniques et justifient leurs attitudes racistes. En ce sens, les média assurent une reproduction de masse à de telles attitudes, sans commentaire ou analyse critique, et les données de nos interviews montrent que les gens vivant dans d'autres quartiers à la fois connaissent ces histoires racistes et les attitudes qui les soutiennent. En même temps, ces reproductions par les media confirment l'idéologie de classe selon laquelle le racisme n'est pas « là » mais « là-bas ».

Ces pratiques des media ont aussi une contrepartie politique. Le gouvernement, le parlement, les conseils municipaux, les hommes politiques ont souligné à plusieurs reprises et communiqué sur les médias les vues suivantes a) que le racisme est d'abord le fait de partis d'extrême-droite comme le C.P., et b) qu'il faut faire très attention à ce que les (gens blancs des) quartiers pauvres ne votent pour eux. On a fait des plans de « répartition » pour loger les groupes ethniques minoritaires dans différents quartiers de la

ville (sauf bien sûr dans les banlieues riches), afin d'éviter la formation de ghettos. De telles stratégies politiques ont plusieurs fonctions : 1) les élites politiques définissent le racisme comme accidentel ou marginal, évitant de ce fait de l'analyser comme un phénomène de société général, structural ; 2) elles l'associent avec des espaces sociaux à problèmes ; 3) en combattant apparemment le parti raciste, du même coup elles peuvent gagner les votes des citoyens plus « tolérants » ethniquement et en se préoccupant des questions pauvres, elles pourraient gagner des votes qui se seraient portés sur le parti raciste. Implicitement, elles reconnaissent aussi de la sorte que les gens de ces quartiers « ont des raisons » d'avoir des préjugés ethniques.

[...]

8. Une illustration : l'« invasion tamoul » dans la presse.

Pour illustrer le rôle de l'élite dans la production du racisme, considérons le cas de la récente immigration de réfugiés tamouls en Europe Occidentale en général et aux Pays Bas en particulier. Ce cas est intéressant en ce que, pour la majorité de la population néerlandaise, les Tamouls étaient un peuple qu'elle ne connaissait pas jusqu'à ce que la situation au Sri Lanka contraigne des milliers d'entre eux à l'exil. Dès que les médias commencèrent à accorder leur attention à cette « vague » de réfugiés du tiers monde qui « envahissaient » la Hollande à la fin de 1984, cela devint un événement médiatique type, et un sujet de débat politique chaud. En quelques mois, des centaines de reportages et d'articles de fond parurent dans la presse nationale et régionale et, en peu de temps, la population était avertie de ce que la nouvelle minorité ethnique « menaçait » de s'établir dans le petit pays « surpeuplé ». Alors même que le nombre total de réfugiés tamouls était estimé à 3.000, la réaction des politiques et des médias à leur immigration fut une vraie panique. Cette panique n'était pas purement et simplement une réaction contre l'immigration en soi : les groupes plus importants de réfugiés provenant de pays communistes comme la Pologne ou le Vietnam n'avaient pas entraîné pareille réponse. Il

s'agissait maintenant de gens du tiers monde, noirs, pauvres et à la différence des Polonais et des Vietnamiens, ils n'étaient pas spécialement catégorisés comme anti-communistes. Au contraire, certains membres de leur groupe ethnique (les « Tigres Tamouls ») participent à des actions « terroristes » contre la majorité Singalaise, au Sri Lanka. On ne savait pas combien suivraient si on accordait trop facilement le statut de réfugiés à des « immigrants illégaux ».

A part des détails sur le passage de la frontière par l'immigration « illégale » et des présentations générales de la situation au Sri Lanka, les premiers reportages furent consacrés 1) aux estimations chiffrées, 2) aux problèmes du logement des réfugiés, et tout spécialement 3) au fait que les réfugiés seraient à la charge du ministère de la santé tant que la longue procédure légale qui devait décider de leur statut n'aurait pas abouti. La principale « controverse » s'organisa autour de la question de savoir si les Tamouls étaient de « vrais » réfugiés ou des « réfugiés économiques », une catégorisation qui rappelle celle qui fut appliquée aux immigrants (venus) de Haïti cherchant refuge aux USA. On entendit clairement que ce terme, typique de l'élite, dans le langage courant renvoyait au fait que les Tamouls pouvaient être le prochain groupe minoritaire à « vivre aux crochets de l'état ». Dans la presse ensuite la discussion se centra sur la question de savoir si les Tamouls pourraient ou devraient être renvoyés dans leur pays. Une mission gouvernementale controversable, envoyée au Sri Lanka, déclara, après une semaine sur l'île, que les Tamouls seraient en sécurité dans le Sud, une conclusion réfutée par la plupart des gens qui connaissent vraiment la situation au Sri Lanka, aussi bien que par le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations Unies.

Pendant ce temps, la discussion politique et les démarches juridiques étaient profondément influencées par la vaste couverture de l'événement dans la presse. Dans la communication courante, beaucoup de gens montraient leur préoccupation devant l'immigration d'un autre groupe d'« étrangers », alors que d'autres se souciaient du renvoi des Tamouls chez eux. Ce débat public, dans la mesure où il était nourri seulement par les media, s'apaisa au cours de l'été 1985, quand il devint clair que de nombreux

Tamouls, à qui l'on ne donnait que le pain et le coucher (en opposition avec les soins que l'accorde traditionnellement aux réfugiés) trouvèrent plus sage de chercher refuge dans les pays environnants. Il apparut qu'ils avaient eu raison de prendre une telle décision quand les autorités, l'été 1985, décidèrent que les 100 premières demandes d'asile n'étaient pas fondées et que les réfugiés devaient être renvoyés d'où ils venaient. Le mythe de la tolérance néerlandaise, déjà affecté par la montée du racisme à l'encontre des minorités ethniques, s'en alla désormais de conserve avec la légende de l'hospitalité néerlandaise.

Pour se faire une idée du tableau initial que les médias ont brossé d'un groupe minoritaire potentiel, examinons certains de ses traits. Nos observations sont fondées sur des analyses préliminaires. Une étude plus détaillée de ces cas sera exposées ailleurs (van Dijk 1987c).

Chiffrage

Le premier « problème » habituel pour les journalistes confrontés à un nouveau groupe d'immigrants est d'établir « combien » ils sont. Ce qui signifie qu'on peut s'attendre à l'habituel « jeu des nombres » : un mélange de faits et de conjectures signifié en termes de chiffres « objectifs », de sorte que chaque jour, chaque journal apporte des « faits » nouveaux mais hautement variables sur les immigrants. Ce fut la même chose, par exemple, pour l'immigration de citoyens britanniques (noirs) et d'Afrique de l'Est et de l'Asie du Sud dans les années 1960 et 1970. Ces nombres ont plusieurs fonctions : 1) ils suggèrent réalité et précision et signalent les nouvelles valeurs idéologiques de l'objectivité et de la crédibilité ; 2) quand il s'agit d'immigrants, ils signalent une « somme » sinon des « noms », et jouent ainsi un rôle rhétorique de suggestion et d'exagération. Citons par exemple les passages suivants extraits de la presse néerlandaise (les titres sont en lettres capitales, le texte en bas de casse. Les traductions sont approximatives) :

— DES MILLIERS DE RÉFUGIÉS TAMOULS EN EUROPE (*Volkskrant*, 12/8/84)

— DES TAMOULS PAR WAGONS ENTIERS VERS LE REFUGE DES PAYS-BAS. (*NRC - HANDELSBLAD*, 12/8/84).

— L'alarmant courant de réfugiés tamouls, qui sont actuellement plus de 700 dans notre pays, pose de gros problèmes à la police et aux tribunaux (*Telegraaf*, 1/10/85).

Illégalité

Dans les dernières citations, il apparaît explicitement que la combinaison étrangers + chiffres (même s'il s'agit seulement de 600 personnes) est associée 1) aux difficultés, et 2) à la police et à la justice. Alors même qu'ils ne sont impliqués dans aucun délit, les immigrants sont mis en relation avec les autorités qui s'occupent des « crimes ». De temps à autre, on publie des rumeurs selon lesquelles les Tamouls paient leur nourriture en faisant le trafic de la drogue, ou (selon un membre du parlement cité dans le *NRC - Handelsblad* du 14 février) sont hébergés dans les quartiers à risque « où ils sont confrontés au trafic de l'héroïne ». Et l'hebdomadaire conservateur *Elseviers Magazine* (2 fev. 1985) projette déjà le sombre tableau de ce qui pourrait advenir si des millions ne sont pas débloqués pour aider les Tamouls : « On s'attend à de graves préjudices pour la société. La formation de ghettos, le délabrement urbain et les délits et crimes semblent inévitables ». En d'autres termes, les stéréotypes des groupes minoritaires sont directement appliqués aux Tamouls. Ceci montre exactement ce que nous entendons par « préformulation » des préjugés ethniques. Le pas suivant est dans ce cas-là facile à franchir. Des pressions, des suggestions, des rumeurs ou purement et simplement des préjugés de plusieurs groupes de l'élite ou de locuteurs patentés institutionnels sont régulièrement rapportés qui viennent confirmer le portrait négatif, sinon de criminels, des nouveaux immigrants.

Dans la plupart des premiers articles sur les Tamouls, ce « crime » est exposé comme le franchissement « illégal » de la frontière, un thème qui est également bien connu du public à propos des immigrants clandestins en Californie ou des travailleurs immigrés du sud de la méditerranée en Europe de l'Ouest. De la sorte, plusieurs articles usent de l'épithète « illégal » pour référer aux Tamouls :

— AUGMENTATION DE L'IMMIGRATION CLANDESTINE ILLÉGALE DE TAMOULS (*Algemeen Dagblad*, 1/19/85).

— LA POLICE EXPULSE CINQ NOUVEAUX TAMOULS EN SITUATION ILLÉGALE (*NRC Handelsblad*, 1/15/85).

— Le Ministère de la Justice déclare n'avoir aucune idée du nombre de Tamouls en situation illégale résidant dans notre pays. Les Tamouls en situation illégale entrent dans notre pays principalement par la région frontalière située entre Linsburg (une province néerlandaise) et la République Fédérale. Les informations télévisées allemandes de lundi dernier signalaient 50 passages illégaux quotidiens de la frontière, mais la Justice se demande si ce chiffre est correct. (*NRC Handelsblad*, 12/6/84).

Il est à remarquer que, dans un court passage du meilleur journal des Pays Bas (*NRC Handelsblad*) qui a accordé une attention particulière à l'immigration tamoul, le concept d'« illégalité » apparaît trois fois, combiné ici aussi avec un chiffre. A partir de ces premiers articles, le lecteur est informé sans ambiguïté de ce que « un grand nombre de gens en situation illégale viennent dans notre pays », une proposition mise en relief par les gros caractères du titre.

La métaphore de la « vague »

S'il est une métaphore stéréotypée appliquée aux immigrants ou aux réfugiés, c'est bien celle du « courant », de la « vague », du « flux », du « flot », de la « marée » (voir par exemple l'exemple du Webster's *Dictionnaire des synonymes*, 1984, p. 344). C'est exactement ce que nous trouvons dans les grands titres décrivant les immigrants tamouls venant aux Pays-Bas. Remarquons que la métaphore est également utilisée quand les articles parlent de quelques immigrants par jour. Par exemple :

— Au cours de ces dernières semaines, l'Europe de l'Ouest est submergée par des milliers de réfugiés Tamouls (*Vrije Volk*, 12/5/84).

— Le courant des Tamouls peut à peine être absorbé (*Volkskrant*, 22/1/85).

— La police fédérale enquête sur l'invasion tamoul (*Telegraaf*, 3/2/85).

— Situation d'urgence après la marée tamoul (*Vrije Volk*, 20/3/85).

Les métaphores de la vague et de la marée ont plusieurs connotations et implications stéréotypées. De nombreuses études ont signalé l'intérêt des media pour (la construction de) les soit-disant « vagues de criminalité » (voir par exemple Chibnall 1977 ; Hall et al. 1978 ; Fishman 1980). Les immigrants venant par « vagues » sont de la sorte déshumanisés et assimilés à un désastre naturel. Pour empêcher notre noyade, on doit donc arrêter les vagues. Cette métaphore est bien sûr aussi le tour rhétorique classique qui permet d'exprimer en l'exagérant le grand nombre ce qui est aussi suggéré par le jeu sur les chiffres précédemment analysé. Une vague nécessite un état d'urgence (comme le suggère explicitement le dernier énoncé). En complément des métaphores de la vague, on trouve la métaphore militaire de l'invasion, utilisée dans le *Telegraaf* en relation avec la police. De fait, invasion signale non seulement le grand nombre mais aussi l'hostilité des étrangers, la conquête, le pillage (cf. à nouveau Webster). Et c'est cette représentation suggérée par ces métaphores qui influencera les reportages et leurs interprétations dans les mois suivants, quand la notion de pillage est mise en relation avec l'usage abusif de notre système de sécurité sociale.

Réfugiés politiques ou « économiques » ?

Rapidement le débat s'est centré autour de la question suivante : les Tamouls étaient-ils de « vrais réfugiés », c'est-à-dire persécutés, torturés ou menacés de mort, ou bien étaient-ils venus seulement pour profiter de notre système social ? Le terme euphémisé de « réfugié économique » exprime subtilement le second membre de l'alternative.

— Le ministère de la Justice ainsi que la police pensent que la plupart des Tamouls sont venus dans notre pays pour des raisons économiques (*Vrije Volk*, 1-11-85).

Remarquons que c'est le même journal qui avait précédemment dit que « Certains parmi les Tamouls pourraient être des réfugiés économiques » (c'est moi qui souligne). En catégorisant dès le début de l'affaire les Tamouls comme réfugiés « économiques », ce

journal ainsi que d'autres publications font office de porte-parole des officiels gouvernementaux et des autres autorités. Dans le *NCR Handelsblad* du 17 janvier 1985, on trouve, sans commentaire, l'expression de l'opinion institutionnelle de l'élite : « Il n'est pas question le plus souvent de motifs politiques. 'Vous pouvez donc penser qu'il s'agit d'autres motifs, économiques au sens le plus large de ce terme' ». (Un locuteur du ministère de la Justice). Et, à la fin de ce même article, le directeur-général de l'immigration de ce même ministère est cité comme s'étant inquiété du nombre croissant de « réfugiés économiques » qui conduirait à entraver les aides légales.

Le long article d'opinion, écrit par un juriste dans le journal de l'élite *NCR Handelsblad* le 1er avril 1985, intitulé « Les Tamouls sont des réfugiés non pas politiques mais économiques » est très sérieux. Cet article — malheureusement trop long pour être cité ici — est la parfaite illustration de la thèse selon laquelle les préjugés ethniques sont préformulés (au travers des média) par l'élite. L'auteur non seulement affirme sans la moindre preuve que les Tamouls ne sont pas de vrais réfugiés : il pose ouvertement qu'ils sont venus seulement pour profiter de notre bien-être (avec l'aide des « libéraux mous » qui laissent entrer n'importe qui dans le pays), que leur nombre, à cette allure, pourrait en un an finalement atteindre les 40.000, et que la situation serait la même que lors des immigrations antérieures illégales de Turcs, de ressortissants du Surinam, de Gitans, de Sud-Américains et de Palestiniens. Il formule à la lettre les préjugés dominants contre les groupes minoritaires aux Pays Bas, prend soin de ne mentionner que les groupes ethniques ou sociaux « non blancs » (il ne mentionne pas les réfugiés polonais) et associe ainsi les réfugiés tamouls aux autres groupes ethniques déjà proscrits aux Pays Bas, stigmatisant ces « illégaux » du même coup. Bien que des critiques aient été publiées à l'encontre de cet article d'opinion, on doit dire que le message est bel et bien passé.

Désormais, le « débat » sur la nature « économique » ou « politique » des réfugiés est devenu légitime. Notre analyse de 252 articles montre par exemple que l'évaluation moyenne associée à ce thème dans la presse nationale est négative. Dans les principaux journaux, de droite comme de gauche, elle est d'un niveau inférieur. Remarquons

incidemment que le débat visible et public se réalise seulement parmi les élites : à l'exception d'un fréquent courrier adressé à l'éditeur, ce sont uniquement des journalistes, des lettrés, des politiciens, des diplomates et tous les supposés bien informés sur les Tamouls qui interviennent.

Alors que la discussion était clairement le fait de l'élite, on relève les habituelles tentations d'attribuer les arguments racistes aux « quartiers pauvres », « qui seraient incapables d'accepter de nouveaux étrangers ». Et les journaux, par exemple le *NCR Handelsblad*, se servent parfois même d'une opinion négative du public, construite par leur propre couverture de l'événement, comme argument pour refuser le statut de réfugiés aux Tamouls. De la même façon que pour les préjugés à l'encontre des groupes minoritaires résidant dans le pays, l'élite essaie de transférer la responsabilité de son propre racisme sur le groupe qui lui est d'une manière stéréotypée associé : la classe ouvrière. Dans ce cas particulier, c'était facile, car la représentation des préjugés du pauvre existait déjà, et les réactions récentes pouvaient simplement être présumées. Le schéma général des préjugés avait seulement besoin d'être rempli par un nouveau nom, quelques nouveaux attributs et il en résulta une attitude ethnique négative préfabriquée chez beaucoup de Néerlandais qui n'avaient jamais rencontré un Tamoul de leur vie. Le cas tamoul confirme que la formation et l'attribution de préjugés peuvent se fonder sur la construction médiatisée des journalistes, des politiciens, des autorités (police et justice), des magistrats et des universitaires. Une construction qui, hélas, a des conséquences bien réelles : soutenues par un consensus politique dûment préparé, les autorités ont pu rapidement commencer à expulser les premiers groupes de Tamouls ainsi que d'autres groupes de réfugiés arrivés en 1987.

[...]

Conclusion

Notre analyse suggère que les préjugés, les discriminations et le racisme à l'encontre des groupes ethniques minoritaires dans nos nations sont préformulés par l'élite. Nous avons énoncé que le pouvoir de l'élite fait force de loi dans différents types de discours :

débats, rencontres, loisirs, reportages, décisions politiques plus généralement. Nous avons vu, en prenant la situation néerlandaise comme exemple, que les autorités politiques universitaires et les media refusaient systématiquement de reconnaître le/leur racisme comme un phénomène structural dans la société. Les principales stratégies de déni sont l'attribution du racisme ordinaire aux quartiers pauvres de la ville ou la liaison du racisme avec les petits partis extrémistes.

Le canal préféré de ces tactiques de l'élite, ce sont les média. Nous avons vu que les informations et les reportages brossaient systématiquement des portraits négatifs des groupes minoritaires ethniques. Nous avons montré que ce message est clairement décodé par le public dans son ensemble, qui tend à suivre les thèmes et les orientations suggérées subtilement par les média : les minorités créent des problèmes, causent des crimes, engendrent un conflit culturel et abusent de notre système de protection sociale. Les thèmes dominants des média sont aussi ceux des débats interpersonnels. Et ceux qui sont représentés le plus souvent (et le moins négativement), ce sont les mêmes groupes de l'élite : les autorités, les politiciens, les spécialistes universitaires, la police et les tribunaux. De la sorte les média produisent et reproduisent un consensus ethnique dominant tel qu'il a été fourni par l'élite même qui contrôle l'accès aux média.

L'exemple concret de l'immigration tamoul telle que la presse l'a relatée a montré que le contre-argument — les média ne font qu'exprimer ce que les gens pensent — n'était pas défendable. Ce que les gens savaient des Tamouls provenait uniquement des informations données par les média. La description sélective, l'évaluation et la topicalisation stéréotypée de l'immigration tamoul dans les média ont procuré des opinions toutes prêtes qui ont pu s'insérer directement dans un nouveau schéma de préjugés. En soulignant la dimension « économique » de l'immigration, l'élite peut simplement anticiper sur l'adhésion du public à cette politique.

A travers l'analyse des références que les interviews informelles font aux média, il apparaît que la majeure partie des croyances et opinions racistes à l'encontre des groupes minoritaires est directement empruntée ou inférée du message des média. Dans leur style

souvent indirect et subtil, les « débats » mêmes de l'élite, tels que les proposent les médias, créent l'univers de discours auquel le grand public dans son discours quotidien peut seulement apporter ses atténuations ou ses exagérations. En ce sens, les formes les plus ouvertes de préjugés et de racisme ne sont rien d'autre que les transformations socio-économiques conditionnées des idées initiales de l'élite. Par chance, la forme préférée d'action et d'expression de l'élite est le discours public et institutionnel. L'analyse systématique de discours est là pour révéler ses buts sous-jacents, ses intérêts, ses idéologies.

REFERENCES

- APOSTLE, R.A., GLOCK, C.Y., PIAZZA, T. & SUELZE, M., 1983. *The Anatomy of Racial Attitudes*, Berkeley, CA : University of California Press.
- ALLPORT, G.W., 1954. *The Nature of Prejudice*, New York : Doubleday, Anchor Books.
- BAGLEY, C., & VERMA, G.K., 1979, *Racial Prejudice, the individual and Society*. Franborough : Saxon House.
- BANTON, M., 1983. *Racial and Ethnic Competition*. Cambridge: Cambridge University Press.
- BERGER, C.R. & BRADAC. 1982. *Language and Social Knowledge*. London : Arnold.
- BLALOCK, M.H.M., Jr. 1967. *Toward a Theory of Minority-group Relations*. New York : Wiley.
- BOTTOMORE, T.B., 1964. *Elites and Society*. C.A. Watts.
- BOURDIEU, P., & PASSERON, J.-C. 1977. *Reproduction in Education, Society and Culture*. Beverly Hills, CA : Sage Publications.
- BOVENKERK, F., BRUIN, K., BRUNT, L., & WOUTERS, H. 1985. *Vreemd Volk, Gemengde Gevoelens. Etnische Vrehoudingen in een Grote Stad*. (Strange people, mixed feelings. Ethnic relations in the city.). Meppel : Boom.
- CCCS (Centre for Contemporary Cultural Studies, Birmingham). 1982 *The Empire Strikes Back : Race and Racism in 70s Britain*. London : Hutchinson.
- CHIBNALL, S., 1977. *Law-and-Order News*. London : Tavistock.
- COHEN, S. 1980. *Folk Devils and Moral Panics*. Oxford : Robertson. 2nd, revised edition.
- COHEN, S. & YOUNG, J., eds. 1981. *The Manufacture of News : Deviance, Social Problems and the Mass Media*. London : Constable/Sage. 2nd revised edition.
- COX, O. 1959. *Caste, Class and Race*. New York : Monthly Review Press.
- DAHL, R. 1961. *Who governs?* New Haven, CN : Yale University Press.

- DE JONGH, R., van der LAAN, M., & RATH, J. 1984. *FNV'ers aan het woord over buitenlandse werknemers*. (Union members about foreign employees). Leiden. COMT.
- DOWNING, J. 1980. *The Media Machine*. London : Pluto Press.
- ESSED, P.J.M. 1984. *Alledaags Racism*. (Everyday racism). Amsterdam: Sara (English version in preparation with Hunter House, Claremont, C.A.).
- FISHMAN, M. 1980. *Manufacturing the News*. Austin, Tx: University of Texas Press.
- FISKE, S.T., & TAYLOR, S.E. 1984, *Social Cognition*. Reading, M.A.: Addison Wesley.
- GOULDNER, A.W. 1979. *The Future of Intellectuals and the Rise of the New Class*. London: Methuen.
- HALL, S., CRITCHER, C., JEFFERSON, T., CLARKE, J., ROBERTS, B. 1978. *Policing the Crisis: Mugging, the State and Law and Order*, London: Methuen.
- HALL, S., HOBSON, D., LOWE, A., WILLIS, P., eds. 1980. *Culture, Media, Language*. London: Hutchinson.
- HAMILTON, D.L., ed. 1981. *Cognitive Processes in Stereotyping and Intergroup Behavior*. Hillsdale, NJ: Erlbaum.
- HARTMANN, P. & HUSBAND, C. 1974. *Racism and the Mass Media*. London: Davis-Poynter.
- HOWARD, J. & ROTHBART, M. 1980. "Social categorization and memory for ingroup and outgroup behavior." *Journal of Personality and Social Psychology* 38, 301-310.
- KATZ, E., & LAZARSFELD, P.F. 1955. *Personal influence*. New York: Free Press.
- LAGENDIJK (Buro). 1980. *Publicksmeningen over nieuwe landgenoten*. (Public opinion about new citizens). Apeldoorn: Lagendijk.
- LEVIN, J., & LEVIN, W. 1982. *The functions of Discrimination and Prejudice*. 2nd. ed. New York: Harper & Row.
- LUKES, S. 1974. *Power*. London: MacMillan.
- MILES, R. 1982. *Racism and Migrant Labour*. London: Routledge & Kegan Paul.
- MILLER, A.G. ed. 1982. *In the eye of the Beholder: Contemporary issues in stereotyping*. New York: Praeger.
- MILLS, C.W. 1956. *The Power Elite*. London: Oxford University Press.
- MILNER, David. 1983. *Children and race: Ten Years On*. London: Ward Lock Educational.
- MULLARD, C. 1985a. *Race, Class and Ideology*. University of London: Institute of Education.
- , 1985b. *Race, Power and Resistance*; London: Routledge & Kegan Paul.
- PHIZACKLEA, A., & MILES, R. 1980. *Labour and racism*. London: Routledge & Kegan Paul.
- REEVES, F. 1983. *British Racial Discourse. A study of British Political Discourse about Race and Race-Related Matters*. Cambridge: Cambridge University Press.
- ROLOFF, M.E., & BERGER, C.R., eds. 1982. *Social Cognition and Communication*. Beverly Hills. CA: sage Publications.
- SEIDEL, G. 1986. "The concept of culture in the British and French New Right." In *The Ideology of the New Right*. ed. by R. Levitas. Oxford: Blackwell.

- SKUTNABB-KANGAS, T. 1985. "Who wants to change what and why ? Conflicting paradigms in minority education research." in *Educational Strategies in Multi-lingual Contexts*, ed. by T. Skutnabb-Kangas & R. Phillipsen. 79-117. Roskilde : Roskilde Universitets Center.
- SKUTNABB-KANGAS, T., & PHILLIPSEN, R. 1985. *Educational Strategies in Multi-lingual Contexts*. Roskilde : Roskilde Universitets Center.
- TAJFEL, H. 1981. "Social Stereotypes and Social Groups". In *Intergroup Behaviour*, ed. by J.C. Turner & H. Giles. 144-167. Oxford: Blackwell.
- , ed. 1982. *Social Identity and Intergroup Relations*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Unesco, 1974. *Race as News*. Paris: Unesco.
- , 1977, *Ethnicity and the Media*. Paris: Unesco.
- , 1980. *Many voices, One World*. Paris: Unesco.
- VAN DEN BERGHE, P.L. 1967. *Race and racism*. New York: Wiley.
- VAN DIJK, T.A. 1972. *Some Aspects of Text Grammars*. The Hague: Mouton.
- , 1977. *Text and Context*. London: Longman.
- , 1980. *Macrostructures*. Hillsdale, NJ: Erlbaum.
- , 1981. *Studies in the Pragmatics of Discourse*. Berlin/New York: Mouton.
- , 1983. *Minderheden in de Media*. (Minorities in the Media). Amsterdam: Socialistische Uitgeverij Amsterdam.
- , 1984. *Prejudice in Discourse: An Analysis of Ethnic Prejudice in Cognition and Conversation*. Amsterdam: Benjamins.
- , ed. 1985. *Handbook of Discourse Analysis*. 4 Vols. London: Academic Press.
- , 1987a. *Communicating Racism : Ethnic Prejudice in Thought and Talk*. Beverley Hills, CA: Sage.
- , 1987b. *News as Discourse*. Hillsdale, NJ: Erlbaum.
- , 1987c. *News Analysis. Case Studies in National and International News: Ethnic Minorities, Refugees and Squatters*. Hillsdale, NJ: Erlbaum.
- VAN DIJK, T.A., & KINSTCH, W. 1983. *Strategies of Discourse Comprehension*. New York: Academic Press.
- WEBSTER DICTIONARY OF SYNONYMS, 1984.
- WELLMAN, D.T. 1977. *Portraits of White Racism*. Cambridge: Cambridge University Press.
- WILSON, C.C., & GUTIERREZ, F., 1985. *Minorities and the Media*. Beverly Hills, Ca, & London: Sage Publications.
- WRONG, D.H. 1979. *Power: Its Forms, Bases and Uses*. New York: Harper & Row.

TRAVAUX DE LINGUISTIQUE ET DE PHILOGIE

XXIX

Table des matières

FUCHS (Catherine): Les typologies de procès: un carrefour théorique interdisciplinaire	9
GOSSELIN (Laurent) et FRANÇOIS (Jacques): Les types de procès; des verbes aux prédications	19
MARTIN (Robert): Types de procès et systèmes hypothétiques; de l'aspect « de re » à l'aspect « de dicto »	87
BORILLO (Andrée): De la nature compositionnelle de l'aspect	97
FRANCKEL (Jean-Jacques) et PAILLARD (Denis): Discret - dense - compact; vers une typologie opératoire	103
FUCHS (Catherine), GOSSELIN (Laurent) et VICTORRI (Bernard): Polysémie, glissements de sens et calcul des types de procès	137
DESCLES (Jean-Pierre): Archétypes cognitifs et types de procès	171
FRANÇOIS (Jacques) et VERSTIGGEL (Jean-Claude): Sur la validité cognitive d'une typologie combinatoire des prédications de procès ...	197
BONNOTTE (Isabelle), FAYOL (Michel) et GOMBERT (Jean-Emile): La représentation cognitive des verbes; approche descriptive et développementale	209
DOLZ (Joaquim) et BRONCKART (Jean-Paul): Rôle de la variable type de procès dans les opérations de détermination de la catégorie verbale; analyse de quatre types de texte produits par des enfants catalans ...	227

STRASBOURG-NANCY

1991

KLINCKSIECK

11, rue de Lille, 75007 Paris